

Bruxelles n'est pas le problème, c'est la solution.

Eric Corijn

Ah, Bruxelles... S'il n'y avait pas Bruxelles, que le monde serait plus simple. Que de problèmes. Pour les Flamands, parce qu'ils parlent Français, ne sont pas vraiment bilingues et aussi parce que c'est une trop grande ville. Pour les Wallons, parce que ce sont des libéraux et des bourgeois, parce qu'ils prennent trop du budget de la Communauté Française et aussi parce que c'est une trop grande ville. Bruxelles fait de l'ombre et en Belgique ça fait problème.

Peut-être bien que sans Bruxelles la Belgique n'existerait plus. On a tout fait pour faire évaporer ce pays. On a séparé les compétences pour les «matières personnalisables» et donc «purifié» la culture, les médias, l'enseignement, l'associatif, les soins personnels. On a construit des cartes mentales, des imaginaires et des opinions publiques distincts et cela à l'aide surtout de la distinction de l'autre. Ainsi, et cela des deux côtés, on a exclu 'L'Autre' du territoire, on a construit les stéréotypes du Flamand (bien sûr flamingant et cryptofasciste) et du Wallon (bien sûr PS, archaïque et dépendant des transferts). On a fait de l'autre région de l'étranger, sans même inclure les informations dans les rubriques internationales. Pendant que d'autres pays déconstruisent le national pour entrer dans la mondialisation, la Belgique se range dans la catégorie de ceux qui recherchent de nouvelles bases nationalistes pour légitimer des réformes de l'Etat. On ne se rend même pas compte de la normalisation en trente ans du nationalisme, du chauvinisme, de l'ethnocentrisme (et, dans la foulée, du racisme). Et cela, des deux côtés de la frontière linguistique. Il y a qu'à suivre les débats entre politiques: les clivages linguistiques prédominent tout autre. Il n'y a plus de débat ou de divergence sur le modèle de société en présence de 'l'Autre'.

A Bruxelles ce modèle bi-communautaire ne marche pas. Et c'est tout à fait normal. Parce qu'il est pensé pour des territoires unilingues, parce que en Flandre ou en Wallonie les compétences régionales et les compétences communautaires se rejoignent. Institutionnellement Bruxelles est incohérent. Les matières personnalisables sont dérivées des politiques unilingues et construisent deux systèmes de reproduction sociétale, non seulement différent dans l'emploi de la langue, mais aussi dans la loi et la réglementation, dans les pratiques et les conceptions, et cela sans jamais se concerter, sans que «la société» puisse en débattre. Un vrai régime d'apartheid s'est installé. Tout le monde en conviendra que la communauté flamande à Bruxelles n'existe que dans les institutions. Il n'y a pas de quartiers flamands, ni d'identité bien visible. Mais c'est bien pire encore pour la communauté Française. On joue l'appartenance culturelle dans les apparitions publiques, mais tout le monde sait qu'à Bruxelles le Français ne fait pas une culture. Bien sûr le Français est la langue dominante à Bruxelles, c'est la «lingua franca». Mais culturellement le français des Belges, ou des Marocains, ou des Africains, ou des Flamands francisés ne construit pas une identité, ne fait pas «communauté». Bruxelles est une ville de minorités culturelles et c'est bien pour cela que les systèmes de socialisation unilingues et monoculturels ne fonctionnent pas. Il n'y a qu'à regarder la vraie faillite du

système de l'enseignement, avec une sélection sociale inacceptable, avec 30% des élèves qui en sortent sans diplôme et 70% qui en sortent avec un retard. Il n'y a qu'à regarder les programmes de «cohésion sociale» qui imposent l'unilinguisme. Il n'y a qu'à mesurer le manque d'une télévision locale, d'une communication culturelle, d'une université bruxelloise ou d'une politique en matière de tourisme. Non, l'apartheid Bruxellois, fait partie du problème et pas de la solution !

Parce que Bruxelles est en premier lieu une ville, et pas un pays, même pas une région. Il est clair que c'est autre chose que la Flandre ou la Wallonie et même si on peut exiger les compétences « d'une région à part entière » cela ne signifie pas encore que le fait régional soit identique. Il faudra quand même une fois regarder les réalités en face. 56% de la population est d'origine étrangère et ne fonctionne pas dans les références belgo-belges. Plus d'un quart de la population n'a pas la nationalité belge. A peu près 150.000 étrangers «riches» s'occupent dans les fonctions internationales de Bruxelles et se parlent régulièrement en Anglais. Si le nombre d'habitants augmente ce n'est pas le fait des classes moyennes Belges qui continuent à s'installer en périphérie, mais c'est le fait de l'immigration. Si l'on regarde l'emploi des langues dans le quotidien il n'y a que 9% de ménages flamands et même pas 50% de ménages francophones. 41% des ménages sont mixtes, multilingues et cette catégorie va bientôt être la plus importante. Bruxelles n'est donc pas seulement multiculturelle, elle devient de plus en plus métissée, mélangée, hybride. Elle est une ville quoi, une vraie ville mondiale.

Et il est absolument clair qu'elle ne réussira pas la compétition accrue dans les réseaux de villes avec son approche bi-communautaire. Ce système peut être commode pour les politiques belges, pour organiser la tutelle de la Flandre et de la Wallonie, mais ce n'est pas un bon régime urbain. Il est impossible d'intégrer les Bruxellois par l'histoire Belge, par une tradition ou des racines communes. Il faudra les relier par un destin commun, par une vision, par un projet. Transformer Bruxelles en métropole cosmopolite, tel devrait être la première visée des politiques « communautaires » et c'est en premier lieu la responsabilité de la communauté la plus importante, la Communauté Française. Mais pour cela les dirigeants de Bruxelles devraient abandonner cette position défensive par rapport au «danger Flamand», pour se tourner résolument vers un monde multiculturel et multilingue. Intégrer plus l'Anglais ou positiver plus l'arabe ou le berbère serait peut être une voie plus thérapeutique pour sortir du marasme Belge. Sans une telle forme de gouvernance Bruxelles ne va jamais devenir vraiment la capitale de l'Europe... reconnue comme tel par les Européens.

Il existe bel et bien la base pour une telle approche. Une bonne partie du monde culturel et de la société civile se détourne de ces éternelles clivages bicommunautaires. Il y a bien sur les initiatives comme le KunstenFESTIVALdesArts, la Zinnekeparade, les fêtes de Bruxelles en Couleurs, le weekend de BRXLBravo, Couleur Café, le Jazz Marathon ou le fait d'être la capitale mondiale de la danse, qui eux, explicitement, refusent le communautarisme. Il y a aussi le Kunstenoverleg et le Réseau des Arts qui non seulement regroupent les opérateurs artistiques dans leur rapport à l'urbanité mais qui eux ont signé

un accord de coopération culturelle, que les politiques n'ont toujours pas réussi. Et puis il y a la tournure prise par les projets artistiques d'institutions comme le KVS ou le Théâtre National, comme BOZAR ou la multitude de petites maisons, s'inscrivant dans la dynamique multiculturelle urbaine. Une telle dynamique se remarque aussi sur le terrain du socio-culturel. Chaque fois que le contrôle du politique ou de l'institutionnel est moindre, la coopération est de mise. Chaque fois qu'on se frotte de près au terrain, on rencontre une société mixte. Cette lame de fond s'exprime maintenant aussi dans la cité. Voir, le succès rencontré par un think tank comme Aula Magna qui pense le futur de Bruxelles en termes de développement urbain. Voir, le succès rencontré par l'appel 'Nous existons' qui a recueilli plus de 10.000 signatures. Bref, il y a un retournement dans la société Bruxelloise qui ne peut pas ne pas avoir des effets sur le politique. Cela deviendra plus visible pour les prochaines élections régionales en 2009, même s'ils restent cadenassés dans le système d'apartheid politique.

Dans les débats communautaires actuels Bruxelles est toujours présent mais n'est pas explicitement représenté. C'est comme le symptôme du mal Belge. Et c'est justement en analysant l'énigme du symptôme que l'on s'approche de la solution. Du moment que l'on réussit à mettre de côté ses lunettes linguistiques sectaires, cette solution saute même aux yeux. Bruxelles n'est pas cette institution régionale bi-communautaire produite par le fédéralisme belge (à part entière ou pas, à comparer avec la Flandre ou la Wallonie). Bien entendu, Bruxelles est en premier lieu une ville, comme Liège ou Anvers, comme Charleroi ou Gand. C'est la plus grande ville de la Belgique. Et c'est dans cette qualité de ville branchée au monde qu'elle est la porte ouverte de la Flandre et de la Wallonie. C'est cette réalité urbaine qu'il faut regarder en face! Une ville dans un carcan institutionnel, mais qui en termes socio-géographiques occupe une zone métropolitaine d'au moins 35 communes, avec plus ou moins 2,3 millions d'habitants. Une métropole qui concentre presque un tiers de la production Belge, qui organise près de 30% du travail salarié en Belgique, dont deux tiers dans les 19 communes, avec 350.000 navetteurs. En tout il y a 1,16 millions de postes de travail. Cette métropole est bon pour un tiers de l'économie belge. La croissance y est légèrement supérieure que la moyenne belge ¹ Ben, oui, ce ne sont pas les structures de l'état qui déterminent les réalités socio-économiques. Il y a un contraste entre les frontières institutionnelles et les registres réels de la vie sociale.

Et vu sous cet angle, il est clair que une bonne gouvernance (« une bonne gestion pour les gens », comme dirait Leterme) nécessite une bonne réforme de l'Etat. En libérant pour Bruxelles son urbanité. En donnant les moyens de développer avec son hinterland une politique intégrée dans une communauté urbaine. En réorganisant à l'intérieur de la région les compétences et les structures entre région et communes. En développant les instruments pour un vrai projet de ville (qui a d'ailleurs autant besoin d'une fusion entre compétences territoriales, sociaux et culturelles comme Anvers ou Liège). En intégrant dans l'imaginaire les milliers de Bruxellois étrangers. En s'attaquant spécifiquement aux

¹ Voir Didier Baudewyns, Structure économique et croissance dans l'aire métropolitaine bruxelloise Brussels Studies n°3

dossiers catastrophiques de l'emploi, du logement et de l'enseignement. C'est en développant Bruxelles durablement comme ville internationale que l'économie et la société Belge s'attèleront à la mondialisation. Il faut avoir l'ambition de devenir vraiment la capitale de l'Europe et ne pas se contenter d'être seulement le lieu des institutions.

Voilà un autre ordre du jour pour une réforme de l'état. Se donner les moyens de survivre les transitions profondes que le monde opère. Penser les institutions au service de cette nouvelle gouvernance qui s'annonce. Prendre l'urbanité comme projet politique et quitter par cette porte les blocages du système Belge. Faire de Bruxelles un laboratoire du développement durable ou de la société interculturelle, c'est aussi se préparer aux politiques de demain. Parce que dans quelques années Anvers et Liège, Gand et Charleroi seront dans le même cas et il n'y aura pas les Flamands ou les Wallons, ni les transferts ou les socialistes comme bouc émissaire.